



En France (ici un projet à Lille), les territoires zéros chômeurs longue durée sont une réussite. Et en Wallonie ?

En Wallonie, 110 chômeurs longue durée ont un emploi grâce à TerritoiR'ES

■ Plus que de la remise à l'emploi, le dispositif vise à créer de l'activité économique et à recréer du lien social.

Créés via le plan de relance sous la précédente législature, les (17) "territoires zéro chômeur" de longue durée de Wallonie – qui se nomment désormais TerritoiR'ES – connaissent des fortunes diverses. Une évaluation est en cours au sein du cabinet du ministre des Solidarités et de l'Économie sociale, Yves Coppieters (Les Engagés). Cette évaluation sera présentée au gouvernement wallon lors du premier semestre de cette année.

Le projet wallon s'inspire d'une initiative française qui fonctionne plutôt bien – *La Libre* s'était rendue en octobre 2021 à Loos (Lille) pour le vérifier – et qui a déjà permis de créer des centaines d'emplois pour des personnes au chômage depuis une longue période. Dès le départ, ce projet a essuyé diverses critiques. Certains ont considéré que trop d'acteurs institutionnels (CPAS, Forme, ALE, etc.) y participaient. D'autres ont regretté que le financement et le statut des personnes concernées n'étaient pas tout à fait les mêmes qu'en France. Et ce, pour une raison d'éclatement des compétences dans notre État fédéral. Une autre critique visait la taille des territoires jugés trop étroits.

La France démontre que cela fonctionne. Le principe est simple. Il s'agit d'abord d'identifier un

territoire et les manques qui le touchent en matière de services. Des réunions sont organisées avec les personnes au chômage qui vivent sur ce territoire. Ces personnes construisent ensuite le métier qu'elles veulent exercer. À Loos, *La Libre* a pu visiter un atelier de retouches, une ressourcerie axée sur les métiers du bois et une activité de maraîchage. Dans chaque projet, une personne ressource qui a de l'expérience dans le secteur est chargée d'organiser le travail. Les demandeurs d'emploi engagés dans le projet sont payés par la structure ainsi mise en place pour un montant identique à leur allocation de chômage. À Loos, deux activités sur trois étaient rentables et ces "nouveaux travailleurs" pouvaient même être augmentés. À terme, l'idée est de rendre ces structures indépendantes financièrement. À quelques nuances près, le principe est similaire en Wallonie.

17

TerritoiR'ES

Sur les 17 du début il en reste 16, dont trois qui n'ont toujours pas créé d'emplois.

20% de l'objectif

En Wallonie justement, est-ce que cela fonctionne? Sur les 17 projets sélectionnés au départ, un a mis la clé sous la porte. Il s'agit d'un projet mené à Hottot et Erezée en province de Luxembourg. Trois n'ont toujours pas créé un seul emploi (La Louvière, Dison et Frameries). "Treize autres territoires ont déjà engagé un bon nombre de personnes éloignées de l'emploi en déployant des activités répondant aux besoins locaux. À ce jour, le dispositif TerritoiR'ES a permis la création de 110 emplois, soit deux fois plus qu'il y a seulement cinq mois. Cela représente environ 20% de l'objectif initial alors que nous sommes à environ un tiers du programme", explique le

ministre Coppieters. Par projet, le nombre d'emplois créés va de quelques-uns à une vingtaine pour les TerritoiR'ES les plus performants.

Le cabinet Coppieters ne s'inquiète pas du fait que trois projets n'ont pas encore produit d'emplois. "Lors du transfert de la compétence du cabinet Jeholet (NdLR: ministre wallon de l'Emploi, MR) à notre cabinet, ils se sont rendus compte qu'il fallait absolument que la Wallonie verse sa part. C'est un co-financement avec le Fonds social européen de l'Union européenne. Si la Wallonie n'assumait pas ses obligations financières, l'argent européen aurait dû être remboursé. Il y a eu quelques flottements pour verser la part wallonne. Mais il n'était pas question de mettre l'ensemble des projets par terre", explique Jean-Luc Surquin, en charge de cette matière au sein du cabinet Coppieters.

En effet, certaines structures avaient décidé d'avancer, là où d'autres se montraient prudentes pour les raisons évoquées plus haut. Dans les trois projets qui n'ont pas encore créé d'emplois, on attend encore la désignation des coordinateurs.

Malgré les critiques entendues ici et là, le projet reste important pour le gouvernement. "Il ne faut pas le voir juste comme un projet qui représente un coût important (NdLR: 140000 euros par emploi). Ce n'est pas juste de la remise à l'emploi, c'est aussi une manière de créer de l'activité économique et de recréer du lien social. Pour l'exemple, on peut citer l'idée d'un service de taxis sociaux qui dépasse même les limites du territoire concerné", explique encore M. Surquin. On y verra donc plus clair encore dans les prochains mois, une fois l'évaluation complète remise par les autorités.

Stéphane Tassin